

Extrait du Grands Reporters

<http://www.grands-reporters.com>

La liste comprend des entreprises syriennes, libanaises
et chinoise. Mais aussi trois sociétés françaises...

Mobilisation contre les attaques chimiques de Damas.

- Articles -

Date de mise en ligne : jeudi 1er mars 2018

Date de parution : 1er mars 2018

Grands Reporters

Après avoir gelé mardi les avoirs de 25 personnes morales ou physiques pour leur participation au programme d'armement chimique de la Syrie, Paris a officialisé dans l'après-midi un partenariat avec 30 pays pour lutter contre leur prolifération.

Prolifération (Photo : Dans un hôpital de Khan Cheikhoun, le 4 avril en Syrie, après l'attaque au gaz sarin. Photo Omar Haj Kadour. AFP)

[ALLER SUR LE SITE DE LIBERATION](#)

(Armes chimiques : Paris mobilise contre le régime syrien

La liste comprend des entreprises syriennes, libanaises et chinoise. Mais aussi trois sociétés françaises, domiciliées à la même adresse dans le XVIII^e arrondissement de Paris. La France a gelé mardi les avoirs de 25 personnes morales ou physiques pour leur participation au programme d'armement chimique de la Syrie, selon des arrêtés publiés mardi au Journal officiel. Elles font partie des deux « réseaux d'acquisition du Centre d'études et de recherches syrien (Cers), principal laboratoire syrien en charge des programmes chimiques », indique le Quai d'Orsay. Les trois sociétés françaises Smart Green Power, Lumière Elysées et Smart Pegasus n'ont pas d'existence physique à l'adresse indiquée, selon l'AFP. Mais deux disposent d'un site internet toujours actif.

La France a parallèlement officialisé mardi un partenariat, signé par trente pays, pour lutter contre la prolifération des armes chimiques. « Nous sommes face à un paradoxe. La convention pour l'interdiction des armes chimiques n'a jamais été partagée par autant de pays. Elle est quasiment universelle. Mais malgré cet effort international, il n'y a jamais eu autant d'attaques chimiques commises par des Etats et des acteurs non étatiques », explique un haut diplomate.

Depuis 2012, le régime syrien est responsable de la plupart d'entre elles. Il est suspecté d'en avoir commis plusieurs dizaines, les plus graves au sarin, mais une majorité au chlore. En août 2013, environ 1 500 personnes avaient été tuées lors de bombardements chimiques dans la Ghouta, en banlieue de Damas, une région alors contrôlée par la rébellion. Les attaques n'ont pas cessé depuis. La dernière présumée remonte à lundi. D'après l'Observatoire syrien des droits de l'homme, au moins 21 personnes ont commencé à suffoquer après le tir de roquettes par l'armée syrienne sur la ville de Douma, assiégée par le régime.

Paralysie

Face à ces attaques, l'ONU est paralysée. En novembre, la Russie a utilisé son droit de veto pour empêcher le renouvellement du mandat de la mission d'enquête, dite JIM, qui rassemble des enquêteurs des Nations unies et de l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques). Deux semaines plus tôt, la mission avait publié un rapport prouvant que le régime syrien était responsable de l'attaque au sarin sur la ville de Khan Cheikhoun, dans la province d'Idlib.

Au moins 83 personnes avaient été tuées. Les photos et vidéos montrant les cadavres de plusieurs enfants avaient poussé le président américain Donald Trump à ordonner en représailles des frappes contre la base aérienne d'où avait décollé l'avion qui avait bombardé la ville.

« Il n'est pas acceptable que le Conseil de sécurité soit bloqué alors que l'accord (pour la mission d'enquête de l'ONU, ndlr) avait été conclu sous l'égide de la Russie. C'est pour cela que la France a pris l'initiative de ce

partenariat », explique-t-on au Quai d Orsay. Damas n est pas le seul visé.

L État islamique a commis au moins une attaque en Syrie, au gaz moutarde, contre la ville de Marea, dans le nord du pays. Le régime nord-coréen a, lui, eu recours au gaz VX pour assassiner le demi-frère de Kim Jung-un dans un aéroport malaisien en février 2017. « Cela faisait très longtemps que du gaz VX n avait pas été utilisé publiquement », note le haut diplomate.

Par Luc Mathieu

[ALLER SUR LE SITE DE LIBERATION](#)